

Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 26 (1923-1924)
Heft: 15

Artikel: Le rôle de Genève et ses difficultés
Autor: Martin, William
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-748433>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE RÔLE DE GENÈVE ET SES DIFFICULTÉS

Au Moyen-Age, Genève, au centre d'un bassin géographique admirable, au carrefour de plusieurs grandes voies de roulage, peuplée d'une population de marchands avisés, était en train de devenir une ville opulente, peut-être la capitale de la Savoie, en tout cas celle du pays lémanique.

La Réforme brisa tout net cette évolution. Entre Genève et son pays, des frontières furent dressées, barricadées de douaniers et de haines religieuses. Les foires cessèrent, les voies de communications furent détournées, les faubourgs furent rasés, des murailles furent élevées, hérissées de canons, les bourgeois se mirent derrière leurs fortifications à faire le guet et à s'entraîner à la guerre. Genève devint ce qu'elle est restée jusqu'au milieu du siècle dernier, une bourgade au sommet d'une colline, pressée autour d'une église.

Pourtant, de ces deux villes, laquelle fut la plus grande, celle des foires et des marchands, ou celle des pasteurs et des réfugiés? Capitale, Genève l'est devenue en cessant de l'être. Selon la parole biblique, elle s'est trouvée en se perdant. Son prestige a rayonné sur le monde, les haines qu'elle a inspirées témoignent de son influence presque autant que les espoirs et les enthousiasmes qu'elle a suscités.

La Réforme s'est adoucie. La ville-église est devenue un canton; elle a accueilli une forte population catholique. Presque tout ce qui avait fait sa gloire s'est effrité. Mais quelque chose en est resté, d'indéfinissable et de grand, le goût de l'action, le sens des intérêts internationaux, quelque chose qui fait que, constamment, sans s'en douter, sans effort, les Genevois se dépassent eux-mêmes, et que la collectivité, sur ce petit coin de terre, est toujours supérieure aux individus.

Lorsque, en 1848, James Fazy décida de démolir les fortifications, les Genevois pleurèrent la fin de Genève. Moins de vingt ans après, la Croix-Rouge était fondée, et ce foyer répandait sur le monde une nouvelle chaleur. Enfin, ce double prestige de la Réforme et de la Croix-Rouge a fait de Genève la ville de la Société des Nations, et l'on en est à se demander où s'arrêtera sa destinée.

Par une singulière contradiction, Genève, qui se hausse si aisément jusqu'aux idées les plus élevées, n'a jamais pu jouir longtemps de la prospérité matérielle. De même que l'opulence du Moyen-Age vint se briser sur l'écueil de la Réforme, celle du XVIII^{me} siècle fut interrompue par l'annexion à la France et le blocus continental.

Au siècle dernier, on a pu croire que son entrée dans la Confédération suisse et l'élargissement de son territoire économique, dû à l'institution des zones franches, allaient enfin permettre à Genève de gagner une existence matérielle digne de ses destinées morales. La guerre est venue briser ces espoirs, ou du moins les compromettre sérieusement.

Le cas de Genève est à la fois plus grave et plus curieux qu'on ne le pense généralement. C'est celui d'une petite ville qui est une capitale et d'un petit pays qui a de grands besoins. Nous nous rappellerons toujours l'étonnement des gens de la Société des Nations lorsqu'arrivant à Genève, ils s'aperçurent soudain que ce n'était, aux côtés de Londres et de Paris, qu'un trou. Or, ce trou a un renom moral et des traditions d'hospitalité qui lui imposent des obligations analogues à celles de ces métropoles.

L'Université, les écoles, que l'on représente souvent comme un luxe, sont ici un instrument de travail. De quoi vivrions-nous, le jour où nous cesserions de préparer une élite, le jour où notre rayonnement intellectuel cesserait d'être attirant? Il y a des économies que la ville de la Société des Nations ne peut pas se permettre, et les circonstances nous obligent assez souvent à être sordides pour que nous ne le soyons pas sans nécessité.

Ce train de maison qui n'a rien de luxueux, mais qui doit être digne, et que nous ne pouvons guère réduire au moment où nous aurions tant de raisons de l'augmenter, pèse, ne l'oublions pas — et c'est là tout notre malheur — sur un nombre d'individus trop restreint. Le canton est trop petit; sa population rurale est dérisoire. Les zones sont fermées — moins encore par le fameux cordon douanier que par le change. Enfin, les voies de communication qui devraient rayonner vers la ville tournent autour d'elle et l'évitent — à cause des fantaisies de la géographie politique.

Si Genève a, cependant, pu vivre et prospérer, au cours des années qui précédèrent la guerre, ce fut essentiellement grâce à l'activité de ses banques et à l'existence d'une forte colonie d'étrangers riches.

Les traditions bancaires de Genève remontent au XVIII^{me} siècle. A l'heure actuelle encore, ce sont elles qui maintiennent dans cette ville une certaine activité économique. Mais elles sont fortement atteintes par la crise que traverse le commerce local et par la diminution du capital acquis. Les rentiers étrangers sont partis, les Genevois ont subi de grandes pertes, et les banques s'en ressentent naturellement.

La facilité des échanges avait en outre fait naître, avant la guerre, à Genève, une certaine industrie, dont le débouché principal était la grande zone. Les années de guerre ont donné à cette industrie un essor artificiel, et rendu d'autant plus aiguë la détresse qui a suivi la paix.

Par une rencontre fatale, Genève supporte trois crises superposées: la crise mondiale, due au déséquilibre des changes et qui se fait sentir fortement sur les frontières; la crise nationale, dont la cause est la nécessité de réadapter nos productions à des conditions économiques nouvelles; une crise locale, enfin, due à l'isolement géographique de Genève, qui se trouve placée, par rapport à la Suisse, au fond d'un long cul-de-sac.

De 1917 à 1923, le nombre des fabriques est tombé de 596 à 374 (au lieu de 527 en 1913); la population, qui était de 170,000 habitants en 1913 et de 176,000 en 1918, est descendue à 165,000. Cette diminution de population résidante qui s'est produite par le haut et par le bas, est due au départ d'un grand nombre de chômeurs et de rentiers, et malgré cela Genève reste la ville de Suisse où le chômage a le moins diminué au cours de cette dernière année.

Ce qui prouve bien que des frontières contraires à la nature sont ici la cause principale du malaise, c'est que, spontanément, une ville concurrente a poussé aux portes de Genève. Dans le même temps que nous perdions 11,000 habitants, la population d'Annemasse doublait, et l'on y retrouverait vraisemblablement presque toutes les fabriques qui nous ont quittés. La tentative que Choiseul a manquée à Versoix-la-Ville, les circon-

stances l'ont réalisée aujourd'hui. Dès maintenant, le principal faubourg de Genève est situé sur territoire étranger — et l'on conçoit tous les inconvénients nationaux que présente cette situation.

Ces difficultés ont eu, pour l'Etat, des conséquences financières d'autant plus graves que Genève comme tous les pays qui ont subi l'influence de la victoire, a cru qu'après la guerre la situation économique se rétablirait rapidement. On a fait comme ces nouveaux riches qui se sont ruinés en un touremain. On a dépensé sans compter sur la prospérité de l'avenir. D'autre part, Genève avait fait porter tout son effort fiscal sur le capital acquis, en dégrevant les petits revenus et le produit du travail. Cette politique était compréhensible, et, jusqu'à un certain point légitime, dans une ville dont la prospérité reposait sur l'épargne, tant celle des nationaux que des étrangers. Mais à l'heure actuelle, alors que le capital imposable a diminué dans des proportions considérables et diminue encore, elle voue l'Etat à un désordre financier chronique et qui doit avoir, avec le temps, les plus graves conséquences. Et l'on en est à se demander si, à la veille de réaliser le plus bel épanouissement de son histoire, Genève ne va pas buter un obstacle imprévu et indigne — la faillite.

Pour pouvoir jouer le rôle international qui lui est dévolu, il est absolument nécessaire que l'Etat de Genève trouve un moyen honorable de sortir de ces difficultés. Le budget n'est pas ici une question de gros sous, mais un problème économique et moral de la plus haute importance, qui intéresse le pays tout entier.

Pour rétablir l'équilibre d'un budget, il n'existe que deux moyens : accroître les recettes ou diminuer les dépenses. Pour le moment, les partis cherchent la solution exclusivement dans les économies ; on n'a plus à Genève que ce mot à la bouche. On le prononce même un peu à tort et à travers. Par un choix caractéristique, l'instruction publique supporte le plus gros effort. On ne paraît pas se rendre compte des inconvénients graves qu'il peut y avoir, pour l'avenir, à tarir pendant plusieurs années le recrutement du corps enseignant, à précipiter les éducateurs dans des soucis matériels, ou à porter imprudemment

la main sur l'Université. Le critère adopté par tous les partis pour juger les institutions — leur utilité directe pour la population — est bien le plus faux qui se puisse concevoir lorsqu'on l'applique aux valeurs spirituelles.

Pendant ce temps, Genève continue, en pleine crise, à entretenir le lourd et luxueux appareil administratif d'une douzaine de communes suburbaines et d'une quarantaine de communes rurales minuscules; nous avons trois corps de police, dont une gendarmerie pléthorique. On continue à jeter de la terre dans le lac pour le combler, tout le long du quai des Eaux-Vives, et à ouvrir des boulevards qui aboutissent en pleins champs.

Mais la vérité tout entière n'est pas là. Des économies, même radicales, ne suffiront pas à rétablir notre situation, et aucun parti n'ose le dire publiquement.

Ce qui manque aux conducteurs de notre peuple, c'est une vue suffisamment nette de l'avenir. Nous dispersons nos efforts dans des tentatives vaines. Genève ne peut pas être un centre industriel, ni une ville de plaisir. Ce sont là des ambitions qu'elle doit laisser à d'autres. C'est déjà bien assez de réaliser celles qui nous sont permises, et qui sont vastes.

Pour cela, nous devons avoir une politique scolaire, une politique ferroviaire et une politique fiscale. Loin de diminuer l'instruction publique, nous devons faire un gros effort en vue du développement de notre enseignement supérieur et technique pour attirer autant que possible les étrangers sédentaires. Nous ne devons épargner aucune peine pour placer à nouveau Genève sur les voies de grande communication, et si les chemins de fer ne s'y prêtent pas, le développement de la circulation routière et aérienne nous ouvre des perspectives intéressantes. Enfin, nous devons procéder à une refonte radicale de notre système fiscal. Du moment que le capital n'existe plus, ce n'est pas à lui que l'on peut demander d'entretenir l'Etat. Ce qui était légitime avant la guerre est absurde aujourd'hui. Seule l'institution d'impôts indirects et de minimums très bas pourra permettre de recouvrer sur la masse ce qu'une minorité ne peut plus fournir à elle seule.

Rien de cela n'est facile. Mais ce n'est pas impossible — à condition que nous ressaisissions nos énergies. La crise écono-

mique de Genève est réelle. Elle est sérieuse. Mais elle se complique d'une crise de nerfs — et c'est là ce qui en fait toute la gravité. On ne crée rien, on ne relève rien avec le pessimisme. Il y faut une volonté tenace, une vue parfaitement nette de nos besoins et de nos possibilités, la subordination constante des intérêts individuels à la collectivité, et la foi dans l'avenir.

Nous savons bien que c'est là, dans une démocratie, une œuvre difficile et impopulaire. Mais il y va de l'existence même de Genève. La tâche de notre génération est ingrate. Nous devons assurer à la Société des Nations un milieu sain, où elle puisse s'épanouir. Nous ne recueillerons de notre effort, qui doit être considérable pour être efficace, que peu de gloire, et presque pas de profit. Mais si nous ne l'accomplissons pas, nous aurons failli à notre destinée, et si la Confédération ne nous aide pas à l'accomplir, elle aura failli à sa devise.

WILLIAM MARTIN



DENKWÜRDIGKEITEN DES GENERALFELDMARSCHALLS ALFRED GRAFEN VON WALDERSEE

Bearbeitet und herausgegeben von H. A. Meisner. Dritter Band, 1900—1904.
Deutsche Verlagsanstalt Stuttgart und Berlin. 1923. 276 S.

Den beiden ersten Bänden von Waldersees Denkwürdigkeiten, welche in diesen Blättern im Heft vom 1. September 1923 besprochen worden sind, ist in kurzer Frist der dritte und letzte gefolgt. Er steht an Interesse den beiden ersten wenig nach, wiewohl der Schauplatz, mit dem sich sein Hauptteil beschäftigt, nicht Europa, sondern Asien ist. Es handelt sich hier vorzüglich um jenen Abschnitt des vielbewegten Lebens Waldersees, in dem er nach dem Boxeraufstand, nach der Ermordung des deutschen und der Bedrängnis der übrigen fremden Gesandten in Peking als Oberbefehlshaber der verbündeten Streitkräfte Deutschlands, Österreichs, Italiens, Englands, Frankreichs, Russlands, Nordamerikas, Japans in China auftrat. Auch in diesem Band lösen sich Aufzeichnungen in Form von Memoiren, Tagebucheinträge, mehr oder minder ausführliche Berichte, Denkschriften, Briefe in bunter Reihe ab. Alles zusammen genommen bildet eine der wertvollsten Quellen für die Erkenntnis der Geschichte jenes merkwürdigen Zusammenwirkens so vieler Mächte gegen das uralte chinesische Reich.

Sehr klar geht aus Waldersees Aufzeichnungen hervor, dass dies Zusammenwirken nur scheinbar ein einträchtiges war. Kaum auf der Stätte seines Ober-